

31^{ème} conférence de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

150 délégués de 33 pays américains et caribéens se sont réunis du, 28 au 31 avril, à Panama, à l'occasion de la 31^{ème} conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. A cette occasion, Jacques Diouf, directeur de la FAO, a rappelé qu'en 2009 plus d'un milliard de personnes étaient victimes de la faim dans le monde, soit 105 millions de plus qu'en 2008. Depuis 3 ans, sous l'influence de la hausse des prix alimentaires et de la crise économique, le nombre de personnes touchées par la faim n'a cessé d'augmenter et l'Afrique reste le continent où la population est la plus touchée, avec 28% de personnes souffrant de sous-nutrition. L'Amérique Latine et les Caraïbes sont également concernés par cette augmentation puisque la région compte, en 2009, 42 millions de personnes sous-nutries, soit un retour au niveau du début des années 90. Constatant qu'en moyenne les familles des pays en développement dépensent 50% de leurs revenus dans les dépenses alimentaires, contre 20% dans les pays développés, M.Diouf a appelé à la mise en place d'une « *politique mondiale de sécurité alimentaire* ». Selon lui, elle devra respecter les objectifs d'augmentation de la production agricole fixés par la FAO d'ici 2050, à savoir une croissance de 70% de la production dans les pays développés et de 100% dans les pays en développement.

Lors du sommet, de nombreuses déclarations ont souligné que la spécialisation de plusieurs pays d'Amérique latine dans des filières agricoles d'exportations ne bénéficie pas forcément aux agriculteurs familiaux locaux. La FAO propose donc aux gouvernements de miser davantage sur le potentiel productif des agricultures familiales afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des marchés internationaux. Selon Soto Baquero, directeur de la politique au bureau de la FAO pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, ce changement de paradigme pourrait s'appuyer sur une approche territoriale du développement rural capable de « *faciliter le développement pour des familles qui ont été laissées de côté par les processus de modernisation de l'agriculture adoptés* ».

Crise alimentaire au Sahel : l'ONU lance un appel à la collecte de fonds

A l'occasion de la visite au Sénégal et au Niger de John Holmes, secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations unies (ONU) chargé des affaires humanitaires, l'ONU a exprimé son inquiétude sur la situation alimentaire au Sahel. Durant sa visite de trois jours au Niger, M. Holmes a constaté que plus de la moitié de la population, soit 7,8 millions de Nigériens, est actuellement en état d'insécurité alimentaire. Ce pays rassemble donc la majorité des 10 millions de personnes touchées par la crise actuelle au Sahel. « *Nous essayons de faire la collecte des ressources financières nécessaires. Nous allons lancer un appel pour avoir 130 millions de dollars dans les mois à venir, parce que nous savons bien que cette crise ne fait que commencer* », a-t-il déclaré lundi 26 avril à Niamey. Les faibles précipitations observées en 2009 ont fortement affecté la production agricole et pastorale sahélienne, faisant augmenter fortement les prix des denrées alimentaires et limitant l'accès à la nourriture d'une partie de la population. Interrogé par l'AFP, un éleveur nigérien de la région de Zinder, Ardo Dakoro, déclare : « *Dans notre zone, les animaux ont commencé à mourir. Si dans quatre ou cinq semaines l'aide n'arrive pas, nos troupeaux seront entièrement décimés.* » M.Holmes a expliqué que sa visite avait justement pour but d'interpeller rapidement la communauté internationale. Il a insisté sur l'importance d'anticiper la période de soudure (de juin à octobre), qui marque la fin des stocks alimentaires et l'attente de la nouvelle récolte, car elle risque d'avoir des effets dévastateurs pour les Sahéliens en situation d'insécurité alimentaire.

Premier sommet Afrique développement : les opérateurs privés prônent une plus grande intégration

Près de 900 hommes d'affaires et responsables politiques africains se sont retrouvés à Casablanca jeudi 29 et vendredi 30 avril à l'occasion du premier forum Afrique Développement. Organisé par le groupe marocain Attijariwafa bank, cette rencontre a réuni des représentants de 11 pays qui ont mis en avant l'importance de l'extension du commerce intra-africain pour développer une économie Sud-Sud. Selon le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, Habib Mbaye, « *il est plus facile d'envoyer une marchandise du Sénégal vers Rungis, en France, que de l'envoyer en Côte d'Ivoire* ». Il a également constaté que lors des dix dernières années les flux commerciaux intra-africains avaient augmenté de 10% tandis que les échanges avec les Etats-Unis augmentaient de 25% et ceux avec la Chine de 65%. Les opérateurs privés ont clairement mis l'accent sur l'importance du développement des infrastructures de transport afin de dynamiser les échanges à l'intérieur du continent. La déclaration finale du forum estime qu'un accord commercial entre l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)¹ et la Communauté économique de l'Afrique Centrale (Cemac)² pourrait être un moyen potentiel d'augmenter l'intégration régionale. Outre la question purement commerciale, les chefs d'entreprises ont souligné la frilosité du secteur bancaire à accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises et industries africaines et ont demandé que des solutions soient trouvées afin de favoriser les démarches des investisseurs.

¹ Etats membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau (depuis le 2 mai 1997), Mali, Niger, Sénégal, Togo

² Etats membres de la Cemac : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad, Centrafrique.

Sources: AFP, Reuters, FAO, Le Monde, RFI, ONU, L'Economiste (Maroc), Le Soleil (Sénégal).